

Le cadre juridique de la sous-traitance

maitriser la sous-traitance et les contrats



Objectifs

- Définir le cadre juridique de la sous-traitance
- Différencier le régime de la sous-traitance et les autres relations contractuelles
- Adapter les contrats de sous-traitance
- Maîtriser les obligations juridiques découlant de la sous-traitance



Profil des stagiaires

Dirigeant d'entreprise, assistant juridique expérimenté, assistante de direction, responsable de service...



Moyens pédagogiques

- Apport théorique sur la réglementation
- Approche pratique à l'aide d'exemples concrets et mises en situation et cas concrets
- Formation dispensée à l'aide d'un support de formation remis au stagiaire
- Evaluation du niveau des connaissances des stagiaires en début de formation
- Evaluation des acquis des stagiaires en fin de formation



Encadrement de la formation

Formatrice spécialisée en Droit

Informations pratiques

Durée : 2 jours

1 Rappel des notions juridiques nécessaires à la thématique

Définir le cadre juridique du commerce

Définir la sous-traitance et son régime juridique (Loi de 1975)

2 Connaître le cadre légal de la sous-traitance

Le cadre légal de la sous-traitance

Les avantages et inconvénients de la sous-traitance

Connaître les risques liés à la sous-traitance pour éviter les erreurs et condamnations civiles et pénales

Intérêt particulier : Présentation d'exemples concrets de risques liés à la sous-traitance

3 Maîtriser les conditions de formation d'un contrat de sous-traitance

Nature et typologie des contrats

Informations et documents à réunir pour la conclusion du contrat

Les clauses du contrat de sous-traitance à ne pas oublier

Intérêt particulier : Clause de prix, de révision de prix, travaux supplémentaires...

Conseils pour réussir une relation de sous-traitance

Exercice pratique : rédiger un contrat de sous-traitance